

*Questions orales*

## LA PRÉSENTATION D'UN NOUVEAU BUDGET

**M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap):** Madame le Président, le ministre des Finances sait parfaitement que le gouvernement comptait sur les mégaprojets pour sauver notre économie dans les années 80 et 90.

**Mlle Jewett:** C'est juste.

**M. Riis:** Le ministre dira-t-il sans ambages aujourd'hui aux Canadiens qu'il présentera un nouveau budget avant la fin de juin?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, j'ai déjà tâché de répondre à cette question en répondant au chef du député. Lorsqu'on prendra la décision de présenter un nouveau budget, quand les circonstances s'y prêteront . . .

**Une voix:** Elles s'y prêtent à l'heure actuelle.

**M. MacEachen:** . . . j'en préviendrai la Chambre et j'en ferai part dès que la chose sera possible au député.

\* \* \*

\* \* \*

## L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

LA PARTICIPATION CANADIENNE DANS LES VOITURES  
IMPORTÉES DU JAPON

**M. Gordon Gilchrist (Scarborough-Est):** Madame le Président, je voudrais poser une question importante au premier ministre à propos d'un sujet qui a été soulevé lundi à la Chambre. Il s'agit de la proportion canadienne dans les voitures de fabrication japonaise afin de protéger les emplois au Canada et de donner une chance au secteur vital de l'automobile où sont employés 101,000 Canadiens. Lundi dernier, le premier ministre a déclaré qu'il réfléchirait à la question. Puisqu'il doit partir pour Versailles demain à 17 heures, je suppose qu'il n'a plus le temps d'y songer beaucoup. Le premier ministre ne pourrait-il donc pas assurer à la Chambre que lors de sa rencontre avec son homologue du Japon, M. Suzuki, il réclamera avec plus d'insistance qu'une plus grande proportion des pièces des voitures japonaises soient fabriquées au Canada, c'est-à-dire une proportion beaucoup plus élevée que 1/2 p. 100 dont a parlé le ministre de l'Industrie et du Commerce?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, je rappelle au député que j'ai pris note de la question en l'absence du ministre d'État chargé du Commerce international. Bien entendu, le ministre et moi-même nous étions déjà entretenus de la question et nous l'avons encore fait depuis. Je tiendrai compte de la stratégie de négociation du ministre lors de ma rencontre avec le premier ministre du Japon, à Versailles.

## ON DEMANDE UNE ASSURANCE FORMELLE

**M. Gordon Gilchrist (Scarborough-Est):** Madame le Président, le premier ministre est loin d'offrir une garantie, surtout

quand notre industrie de l'automobile est en détresse. Une participation canadienne de un demi de un p. 100 pour les pièces n'a rien à voir avec 85 p. 100 et ne va pas nous procurer les 101,000 emplois—ou les 625,000 dans l'ensemble de l'industrie—qui sont en jeu. Le premier ministre ne pourrait-il pas se rétracter et nous donner l'assurance d'une participation canadienne beaucoup plus élevée plutôt que de recourir à des tactiques aussi minables que le ralentissement des importations de voitures japonaises au moyen des inspections qui s'effectuent sur la côte du Pacifique?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, je répète que la stratégie que nous employons dans nos négociations avec les Japonais n'est pas un sujet à débattre avec le député à la Chambre. Il se rappelle sans doute que le caucus conservateur semblait lui-même partagé, lundi, quant à savoir si nous devions encourager l'entrée des voitures japonaises, ou nous y opposer. J'espérais qu'en trois jours ils se seraient mis d'accord, mais je vois bien que non.

## LA CONSTRUCTION NAVALE

## L'AIDE FINANCIÈRE DU GOUVERNEMENT À L'INDUSTRIE

**M. Howard Crosby (Halifax-Ouest):** Madame le Président, j'ai une question pour le ministre de l'Industrie et du Commerce qui est inspirée des appréhensions exprimées dans l'industrie canadienne de la construction navale. Quand le gouvernement a réduit ses subventions à cette industrie de 20 à 9 p. 100 il y a quelque deux ans, il lui a promis une révision de sa politique. Jusqu'ici aucun nouveau programme n'a été présenté. Qu'en est-il? Le ministre est-il prêt à dire à l'industrie canadienne de la construction navale ce que le gouvernement est disposé à faire pour lui venir en aide?

**L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale):** Madame le Président, contrairement à ce que vient d'affirmer mon distingué collègue, le gouvernement n'a pas réduit ses subventions. La subvention de 20 p. 100 était une mesure provisoire. Une fois la période terminée, la subvention est retombée au 9 p. 100 de base. Nous avons, toutefois, mis sur pied un groupe de travail chargé de consulter les industries de la construction et de la réparation navales, les syndicats ouvriers et les usagers des navires canadiens. Nous sommes en train d'étudier les résultats de ces consultations qui serviront de base aux décisions et à la nouvelle politique. Cet examen est assez avancé; il est rendu, je crois, au stade du cabinet, et j'espère être sous peu en mesure de pouvoir faire une déclaration à ce sujet, de concert avec mes collègues.